

Les défis du travail et des sujets politiques en Europe

Michel Husson

em pauta n°20, revue de la Faculté de Travail Social de l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro (Brésil). Propos recueillis par la Prof. Mione Sales.

EM PAUTA – Nous voudrions connaître votre avis sur *l'avenir du travail* en Europe, en France et dans le monde. Nous pourrions peut-être commencer discutant sur des concepts qui sont importants pour notre débat. Entre la *société du travail* et la *société post-industrielle*, quel selon vous s'applique-t-il le plus à la situation actuelle ?

M. HUSSON – D'une certaine manière, en Europe, le débat sur la fin du travail qui recouvre un peu cette question est en quelque sorte passé au second plan. La thèse de la fin du travail consistait à dire qu'il n'y aurait plus jamais de travail pour tout le monde et que, par conséquent, il fallait défendre une organisation sociale qui soit fondée sur la reconnaissance d'activités autres que le travail salarié, la pleine activité, plutôt que de viser un retour au plein emploi. Ce débat a évolué parce qu'il y a eu à la fin des années 1990 une phase de reprise de l'emploi, et, en France, l'expérience du passage aux trente-cinq heures qui a modifié les termes du débat. On se posait à nouveau la question de savoir comment revenir au plein emploi, mais aussi celle de la nature des emplois qui pouvaient être créés. Ce débat a rebondi plus récemment durant la campagne présidentielle en France, puisqu'un des slogans de l'actuel Président était «Travailler plus pour gagner plus ». On a assisté à une entreprise idéologique de remise à la mode de la valeur « travail », pas au sens marxiste bien sûr, qui a bizarrement enregistré un certain succès.

Ce qui domine aujourd'hui, il me semble, par rapport à cette analyse, ce sont deux questions. La première, c'est une approche mondialisée. Au niveau mondial, le nombre de salariés, et y compris le nombre d'ouvriers (alors que le débat portait aussi sur la fin de la classe ouvrière) ont considérablement augmenté. Pas dans les pays dominants, mais dans les pays émergents : en Chine, en Inde, y compris au Brésil. Le débat s'est déplacé sur une autre question : quel type de travail ou d'emplois vont rester si tout l'emploi industriel part vers les pays émergents, en fonction des phénomènes de délocalisation ? En France en particulier on a un débat sur la désindustrialisation qui est souvent couplé avec un débat sur le déclin de la France qui perdrait sa capacité à conserver ses emplois, et à en créer. Voilà le premier débat.

Le second se situe un peu plus sur le terrain de la *société post-industrielle* : il faut créer des emplois dans les services, mais quel type d'emplois ? Sur cette question, deux conceptions s'opposent : la *conception suédoise*, si l'on veut, où les emplois de services sont des emplois dont la qualification est reconnue, qui ont des statuts et des conditions d'emploi relativement stables, et qui sont plutôt bien payés. On constate, dans un pays comme la Suède, que les salaires dans les services évoluent très peu différemment du salaire moyen.

En revanche, dans d'autres pays, notamment en France, il y a l'idée que le moyen de sortir de cette difficulté à créer des emplois c'est de créer des emplois dans les services, mais plutôt dans des emplois de *service à la personne*. En poussant un peu, on peut dire que c'est une forme de nouvelle domesticité, conçue comme une manière de créer des emplois, puisqu'on n'en crée plus suffisamment dans les autres secteurs. Derrière ce débat il y a un vrai enjeu car l'idée selon laquelle « on ne peut plus créer d'emplois » masque le fait que l'alternative à cette persistance du chômage serait effectivement la réduction du temps du travail, parce que c'est l'utilisation normale des gains de productivité. Voilà pourquoi le débat sur les 35 heures en France est essentiel, et pourquoi Sarkozy a choisi ce terrain. Il y a un premier scénario qui est en gros le suivant : on travaille moins pour travailler tous, on répartit les gains de productivité de manière égalitaire sous forme de baisse du temps de travail. Et il y en a un autre, selon lequel toute une frange de la population doit choisir de « travailler plus pour gagner plus » ou d'accepter des statuts complètement déclassés. Il y a là une question d'évolution des structures sociales, qui est très liée à la répartition plus ou moins égalitaire des revenus. André Gorz parlait d'une « *sociétés de serviteurs* » quand la création de petits boulots dépend de la consommation des riches. En Suède, qui n'est pas le paradis, mais qui est assez caractéristique de ce point de vue, les emplois de services sont mieux payés et, d'une certaine manière, plus rares, parce que la répartition des revenus est beaucoup plus égalitaire. On a vraiment là un choix de société qui articule la répartition des richesses et les types d'emplois qu'on veut créer.

EM PAUTA – Mais vous trouvez que cette expression de *société post-industrielle* s'applique plutôt en Europe ?

M. HUSSON – Elle s'applique bien dans la mesure où la part de l'emploi industriel diminue et la part des services augmente, ce qui correspond notamment à un phénomène de dématérialisation de l'activité économique. Mais la création de valeur ne se réduit pas à la production de biens physiques, elle dépend de la production de marchandises et de leur vente, et ces marchandises peuvent tout aussi bien être immatérielles. Sur ce point, le débat tourne un peu autour des thèses de Tony Negri selon lesquelles, après le capitalisme industriel, nous serions entrés dans un *capitalisme post-industriel*, même s'il préfère parler de « capitalisme cognitif ». Dans cette nouvelle forme de capitalisme, la création de valeur dépendrait moins du travail productif que d'une activité intellectuelle générale, et en fin de compte sur la connaissance.

EM PAUTA – La déréglementation mondiale du marché du travail entraînée par le néolibéralisme, dans sa recherche du profit et du « surplus », a libéré l'économie capitaliste définitivement des ses contraintes morales, en permettant la coexistence du travail esclave, aux côtés du travail « au noir », de la précarisation et même du chômage. Il s'agit, alors, d'une modernité cynique et non solidaire ? Quelles sont les valeurs mises en évidence par ce type bizarre de « nouveau contrat social » ?

M. HUSSON – C'est un des effets majeurs de la mondialisation, de mettre directement en concurrence les salariés. C'est peut-être la première fois dans l'histoire du capitalisme. La production de marchandises, plutôt des marchandises physiques mais pas seulement, peut se faire à des endroits différents et la déréglementation ayant supprimé les frontières et les écluses, les salariés peuvent être mis directement en concurrence. Cela veut dire que si vous n'acceptez pas telle concession, on ferme l'usine, l'entreprise ou une partie de cette usine et, puis on va dans un pays où les conditions sont plus intéressantes du point de vue des salaires et de la réglementation du travail. Ce processus a un effet tout à fait corrosif sur les modèles sociaux. Aujourd'hui, pour prendre l'exemple de la France, c'est quelque chose qui pèse dans le débat, parce qu'il y a toute une série de choses qu'on ne peut plus faire, parce qu'on vit sous la pression concurrentielle au niveau international et que ce qui est mis en concurrence, en même temps, ce sont les modèles sociaux.

Ainsi, l'idée d'augmenter le salaire minimum ou les cotisations sociales de heurte à cet argument : on va être plus cher, et donc on va perdre des marchés, ou on va assister à des délocalisations supplémentaires. Ou encore : « on est dans une économie mondialisée, donc il faut être raisonnable, réduire le coût du travail et la protection sociale, etc. ». Cela contre ce mouvement qu'il faut lutter. Et l'alternative, notamment, au niveau européen, c'est un *scénario d'harmonisation*. Il y a eu un gros débat, et plus qu'un débat, autour de cette question au moment du projet de Constitution européenne, au moment de la directive Bolkestein sur les services, parce qu'il s'agissait de savoir si les salariés qui iraient travailler dans un autre pays bénéficieraient de la protection sociale, des niveaux de salaire, et en général de la législation sociale du pays où ils arrivent, le pays d'accueil, ou bien du pays d'origine. L'enjeu était très clair : il s'agissait d'utiliser la mise en concurrence avec les salariés des nouveaux pays membres de l'Union européenne, qui ont un niveau de protection sociale inférieur, pour faire baisser celui des pays les plus avancés. L'autre modèle, celui de l'harmonisation consiste au contraire à dire qu'on va faire chercher à ce que les nouveaux pays membres rattrapent les conditions sociales plus généreuses qui sont celles des pays les plus avancés. On retrouve cette même question au niveau mondial, et c'est pour cela que le mouvement altermondialiste met en avant des propositions qui tendent à freiner la mise en concurrence des salariés, parce qu'elle ne profite pas non plus à terme aux salariés des pays émergents. Le seul avantage que ces pays peuvent mettre en avant réside justement dans leur bas niveau de salaires et de conditions sociales, et cela les empêche de progresser, autrement dit freine le processus de rattrapage. En plus, ces pays sont souvent mis en concurrence les uns avec les autres. C'est par exemple le cas du Mexique : il y a pas mal d'entreprises japonaises ou américaines qui avaient investi au Mexique et qui le quittent pour aller en Asie, parce que c'est encore moins cher. Cette mise en concurrence joue donc aussi entre les différents pays du Sud. C'est un mécanisme infiniment corrosif pour les modèles sociaux. Cela pèse de tous les côtés. En Europe, on peut prendre aussi l'exemple allemand, qui était un exemple du capitalisme régulé, civilisé, et c'est dans ce pays qu'on a fait les réformes les plus brutales, d'une certaine manière, de remise en cause de ce modèle social.

EM PAUTA – Quel est l'impact, en Europe, de la crise de l'Etat Providence sur les relations sociales et sur le mode d'organisation sociale ?

M. HUSSON – Sur l'Etat Providence, sur l'Etat Social, la tendance générale dans les pays européens, est à son rétrécissement ou, en tout cas, à sa stagnation. Il y a deux questions-clés qui ont donné lieu à des mouvements sociaux et qui sont une source permanente de conflits : la santé et les retraites. Dans les deux cas, ce sont des dépenses qui augmentent plus vite que le revenu national. La santé, parce que les gens se soignent mieux, et qu'ils ont envie de mieux se soigner ; et les retraites, parce que le nombre de retraités augmente plus vite que la population dans son ensemble. Dans tous les pays, les réformes de l'Etat Social vont à l'encontre de sa logique antérieure, qui était de progresser en même temps que les besoins. Si les besoins en santé et en retraite augmentaient, l'Etat Social augmentait d'autant, en prélevant ses ressources pour financer ces besoins sociaux. Aujourd'hui la règle du jeu consiste à dire que la part dans le revenu national de ce type de dépenses doit rester constante - si on pouvait le faire reculer ce serait encore mieux. Par conséquent, le procédé principal utilisé par les réformes consiste à geler la part publique des systèmes de retraites et de santé et à favoriser le développement de la partie privatisée : assurances privées, cliniques privées, etc., à qui seront attribuée le rôle d'accompagner la croissance des dépenses. Mais cette logique différente conduit au développement des inégalités entre les gens qui peuvent accéder à ces compléments de l'Etat Social et ceux qui ne le peuvent pas. De plus en plus l'Etat Social tend à devenir un Etat minimum.

Sur l'indemnisation du chômage et les services publics, qui sont les autres piliers de l'Etat social, on retrouve les mêmes phénomènes : privatisations des services publics comme tendance générale, et donc augmentation des inégalités par rapport ce que permettaient les services publics. Dans le cas du chômage, la théorie dominante en Europe, à la Commission européenne, revient à dire que ce sont les indemnités de chômage trop généreuses qui encouragent les chômeurs à le rester. Autrement dit le chômage serait *volontaire*. L'idée, enrobée de termes techniques, est d'organiser le basculement d'un Etat « assurantiel », qui protège les gens du risque du chômage, à un Etat qui cherche à les pousser à reprendre n'importe quel emploi, et on retrouve ici la question de la qualité des emplois. C'est une tendance très nette. Du coup, on peut dire que l'Etat Social est en train de se séparer en trois strates. Il y a la partie publique qu'il est difficile de remettre en cause, en raison de l'attachement à un certain nombre de droits sociaux qui sont considérés comme des acquis et qui passent par l'Etat Social : la santé, l'école, la retraite, etc. On constate d'ailleurs qu'en Europe, la part de ces dépenses sociales ne recule pas tellement ; autrement dit, les libéraux ont du mal à la faire reculer, parce qu'il existe une résistance sociale profonde. Les « réformes » libérales progressent, mais à une vitesse relativement lente. En tout cas, cet étage de l'Etat social est bloqué. Pour l'étage supérieur, c'est la privatisation à outrance qui revient à faire prendre en charge par l'initiative privée une partie des services publics mais en faveur d'une couche sociale privilégiée qui peut accéder à l'école privée, à la santé privée, etc. Enfin, *en bas*, on trouve à peu près dans tous les pays des mécanismes de *filet de sécurité*, pour reprendre l'expression de la Banque Mondiale. Il s'agit d'une assistance minimale, vraiment minimale, qui est réservée aux personnes les plus défavorisées. En France, on a le RMI (revenu minimum d'insertion), la couverture médicale universelle, le minimum vieillesse, etc. Bref, on avance vers un système à trois étages : on bloque le *milieu*, on développe à fond *le haut*, parce que c'est la privatisation, et puis *en bas*, on récupère les plus défavorisés. Cela permet de dire qu'on continue à faire du social.

EM PAUTA – Quel est le rôle des syndicats et des partis de gauche aujourd'hui? Auront-ils une capacité de renouvellement?

M. HUSSON – Il y a deux points faibles, à la fois, des syndicats et des partis. C'est d'une part, dans le cas des syndicats, la faiblesse de l'organisation au niveau européen et mondial. Alors que les capitaux sont à peu près complètement internationalisés et mettent en concurrence des salariés de tous les pays, les salariés de chaque pays continuent à être organisés par rapport à un interlocuteur, leur patronat national, leur Etat national, mais qui, d'une certaine manière, n'est plus le vrai responsable de leurs situations. Le sort d'un salarié français se décide aussi aux Etats-Unis, en Allemagne, etc., et l'organisation sur une base nationale ne correspond plus à cet aspect de la mondialisation. C'est un facteur de faiblesse considérable par rapport à la possibilité justement qu'ont les capitalistes de se déplacer, ce que les salariés ne peuvent pas faire. Je crois que la faiblesse principale c'est l'absence de projet au niveau européen. Les syndicats européens ne sont déjà pas tous d'une grande combativité, mais quand on regarde la Confédération Européenne des Syndicats, qui rassemble les confédérations des pays européens, on s'aperçoit qu'elle a une conception de l'activité syndicale qui n'est pas d'élaborer des revendications, des projets au niveau européen, mais d'essayer d'améliorer ce qui se fait au niveau des institutions européennes. Ce n'est pas complètement négatif et, par exemple, la directive Bolkestein, qui était très dangereuse, a été en grande partie vidée de son contenu par des mobilisations

où, pour aller vite, il y avait eu jonction des altermondialistes et des syndicats européens. Il y avait là quelque chose qui préfigure une tendance souhaitable à une européenisation du mouvement syndical et à sa convergence avec les réseaux, les mouvements altermondialistes, c'est là que l'on peut trouver l'émergence d'une alternative, même si depuis trois ans, ce dynamisme est en train de s'essouffler.

Sur les partis, maintenant, c'est un débat difficile à résumer, mais je dirais en gros ceci : pour changer la situation actuelle, il faut remettre complètement en cause la répartition des revenus, parce qu'aujourd'hui la richesse créée va de moins en moins aux salariés et de plus en plus aux plus riches, à travers les revenus financiers. C'est vraiment ce schéma qui s'installe partout, à des degrés différents. Il y a des pays qui sont moins inégalitaires que d'autres, c'est sûr, mais c'est la tendance générale.

En Europe, les *libéraux* trouvent que c'est très bien et qu'il faut que cela continue. La majorité de la gauche, selon l'expression que l'on emploie en France, est *sociale-libérale*. Cela veut dire, en gros, qu'elle n'entend pas trop toucher aux règles du jeu de la répartition des revenus, mais propose des mesures pour limiter les effets sociaux néfastes que cela peut avoir sur la majorité de la population. Par exemple, dans le cas du temps du travail, on le réduit, mais on n'oblige pas les patrons à embaucher pour compenser cette baisse du temps du travail. Le pari *social libéral*, dans le cas français, on l'a bien vu, c'était de créer des emplois en baissant le temps de travail, mais en compensant immédiatement pour que cela n'augmente pas le coût du travail pour le patronat. De coup, les modalités concrètes de cette réduction du temps de travail, ont permis au patronat de ne pas embaucher et d'intensifier le travail avec un effet sur l'emploi inférieur à celui qu'on aurait pu attendre. La difficulté de la situation actuelle, c'est que pour dégager les marges de manœuvre nécessaires pour une autre politique, il faut atteindre presque immédiatement un degré d'offensive envers la bourgeoisie qui est relativement élevé, mais que les sociaux-libéraux ne sont pas prêts à assumer. C'est pourquoi, durant les élections présidentielles françaises, existait le sentiment qu'entre le projet de Ségolène Royal et celui de Nicolas Sarkozy sur ces questions-là, il n'y avait pas de profonde différence. Ensuite, comme les alternatives qui auraient pu être mises en avant avaient disparu, ce sont des points relativement secondaires qui ont fait font basculer les gens. Nicolas Sarkozy a su jouer sur les oppositions entre salariés, en invoquant une notion d'équité individuelle, assez élémentaire, ce qui explique en partie sa victoire. Plus à *gauche* on retrouve des courants politiques dont le programme repose sur l'idée qu'on ne peut rien changer sans toucher sérieusement à la répartition des revenus et à la manière dont fonctionne un certain nombre de choses, comme la formation des salaires, les normes d'emploi, le droit du travail (qui est en train d'être vidé de son contenu). Mais cette gauche radicale reste faible et, dans le cas français, s'est évertuée à se diviser et à s'affaiblir elle-même.

EM PAUTA – La France a toujours été un important miroir politique pour le monde, en particulier, pour ceux qui se situent « à gauche » en Amérique Latine. Quelles sont les leçons de la défaite de Mme Royal et, de plus, qu'est-ce que signifiera, ailleurs, le « modèle politique hétéroclite » de Sarkozy : un nouveau souffle pour la droite néolibérale ?

M. HUSSON – Je ne sais pas si la France a des leçons à donner. Mais peut-être peut-on tirer cette leçon de la défaite de Ségolène Royal : il faut un projet qui représente vraiment une alternative. Il faut dire par exemple qu'on n'accepte pas les règles du jeu, et qu'on va donc modifier la répartition du revenu ; qu'on ne considère pas que le fait que 10 % du revenu national va aux rentiers, aux revenus financiers, soit une bonne chose et une chose immuable. Il faut affirmer que c'est en changeant cet état de choses qu'on pourra améliorer la situation du plus grand nombre. C'est le point de départ.

Ensuite il y a des choses sur lesquelles on commence à réfléchir après la défaite de Ségolène Royal. C'est d'une part, la *question organisationnelle*, autrement dit que le projet soit porté de manière unitaire par un parti ou par un regroupement de partis. C'est aussi une grande leçon de la défaite. Une autre idée, plus délicate à formuler, c'est que ce n'est pas tellement la *logique du programme* qui compte en tant que tel. Le mouvement altermondialiste et les partis de la gauche radicale ont élaboré de nombreux projets, mais ces projets ne sont pas portés unitairement dans le champ politique. En même temps, ils peuvent apparaître comme archaïques ou irréalistes, parce que la mondialisation semble tellement puissante que l'on est obligé de s'y soumettre. Et là il y a un *effet de génération* : beaucoup de thèmes de la gauche radicale, d'une certaine manière, sont vécus par les générations les plus jeunes comme l'idée de qu'il faut revenir « comme c'était avant », c'est-à-dire à une situation qu'eux-mêmes n'ont pas connue. Les gens qui ont aujourd'hui 20, 30, voire 40 ans n'ont connu que le

chômage à 10 %. Cela fait donc partie du paysage. L'idée de dire : « on veut revenir au plein emploi » (et même le mot « revenir »), leur fait penser que ce sont des gens qui vivent sur le passé. Quand ils entendent « on veut développer les services publics, la protection sociale, la législation du travail », et qu'ils voient que tout va en sens inverse, tout cela peut aussi leur sembler archaïque.

Mais les gens résistent, sont attachées à un certain nombre d'acquis sociaux, qu'ils voient bien que l'on remet en cause. C'est une position de force de dire : « avant cela existait, il n'y a pas de raison que ce soit remis en cause ». Cette position est renforcée par les mouvements sociaux, sur les retraites, contre le contrat de travail pour les jeunes (CPE), et il y a eu aussi le référendum sur le projet de Constitution européenne où le « non » a gagné. Ce sont autant de victoires partielles qui ont été obtenus et qui manifestent l'attachement à une manière de vivre en société qu'on n'a pas envie de voir remise en cause. Mais, sur le plan idéologique, c'est en train de basculer autour de l'idée que, finalement, tout cela est archaïque, que cela appartient au passé et que le présent, c'est différent. Donc la gauche radicale a un gros travail, que le Parti socialiste se pose aussi, qui est un *travail de refondation*. Dans l'esprit du PS, en tout cas de sa majorité, la refondation c'est se rapprocher encore plus d'une logique d'adaptation au système, à la Tony Blair. Et la refondation sur laquelle doit travailler la gauche radicale, c'est de présenter à nouveau comme quelque chose de moderne des aspirations que la droite a réussi à faire passer pour archaïques. Il faut montrer que la modernité, ce ne peut être la pauvreté, l'exclusion, la précarité, qu'il n'y a par exemple aucune raison que la précarité soit associée aux nouvelles technologies. Il faut construire ce type de représentation, mais ce n'est pas évident.

Sarkozy c'est un peu tôt pour le situer précisément. La plupart des commentateurs s'accordent pour dire que c'est un phénomène politique assez bizarre. Par certains côtés, il est ultra libéral, mais il a aussi un côté protectionniste. Au niveau européen, sa politique est en gros de dire : « Moi, je vais prendre de mesures de baisse des impôts qui vont augmenter le déficit public, et je vous impose cela », alors que la règle de l'Europe libérale est qu'il ne faut pas de déficit public, ou le moins possible. C'est un exemple, mais il y en a d'autres. Il existe donc des contradictions entre son côté libéral et son affirmation de la nécessité d'une politique nationale. Toute la question est alors de savoir si cet alliage bizarre a une consistance durable, si elle ne va pas voler en éclats, à mesure qu'on va constater dans les faits les conséquences réelles de sa politique.

Pour l'instant, il fonctionne sur l'apparence. C'est quand les effets concrets ou l'absence d'effets de ses mesures vont se manifester, et quand ses projets les plus difficiles à faire accepter à la majorité vont être mis en oeuvre, qu'on va voir si cette configuration se tient. Je pense qu'il n'est pas exclu que, dans un ou deux ans, le « modèle Sarkozy » s'effondre complètement. Son programme de « réformes » est en effet très ambitieux. Comme elles sont toutes articulées, imbriquées, il est obligé de les engager presque toutes en même temps. Or, tous les gouvernements de droite précédents avaient, d'un point de vue tactique, essayé d'étaler leurs « réformes », de ne pas les faire toutes à la fois. On en faisait une, et si elle passait, on passait à une autre. L'échec de Dominique de Villepin (le Premier Ministre du dernier gouvernement Jacques Chirac) sur le « contrat première embauche » (CPE), un projet de *nouveau contrat de travail* pour les jeunes, est venu justement de ce qu'il a voulu accélérer le rythme. Il avait fait passer au mois d'août 2005 le « contrat nouvelles embauches » (CNE), un contrat pour les entreprises de moins de vingt salariés. Comme il pensait qu'il pouvait profiter de ce succès, il a lancé, dès le mois de septembre, le CPE, qui concernait cette fois tous les jeunes, quelle que soit la taille de l'entreprise. Le mouvement de refus s'est alors déclenché, sans doute en partie parce que le rapprochement des deux faisait qu'on voyait trop où tout cela menait.

Le principal problème de Sarkozy, c'est qu'il veut tout faire en même temps : baisser les impôts, réduire le nombre de fonctionnaires, modifier le contrat de travail et le financement de la Sécurité sociale, supprimer les régimes spéciaux de retraites dans les *transports*, faire une nouvelle réforme des retraites pour faire travailler les gens encore plus longtemps, et tout cela en peu de temps. L'espèce de victoire idéologique qu'il a remportée peut éclater, si les gens constatent : « On est pris à la gorge de tous les côtés. C'est la régression de tous les côtés ». En même temps, Sarkozy est capable (certaines de ses premières réactions ont montré qu'il a ce sens tactique), s'il voit cette accumulation de résistance, de décider d'étaler son programme. Mais là, d'une certaine manière, il perd aussi, parce que sa force était justement de dire : « je vais tout changer tout de suite ».

Un scénario à la Berlusconi est aussi possible : un épuisement des effets idéologiques, assez similaires, et le retour d'une gauche qui apparaîtrait comme un moindre mal. En tout cas, je ne pense pas que le « modèle Sarkozy » puisse s'étendre à l'ensemble de l'Europe, parce qu'il a un élément de conflictualité avec les autres pays à cause de cette configuration bizarre.

EM PAUTA – Il y a un *bouc émissaire* dans le débat sur l'insécurité en France et un peu partout dans le monde: la jeunesse. Quel est le lien que vous faites entre jeunesse, violence et crise du monde du travail ?

M. HUSSON – Un des thèmes sur lesquels la gauche a dû mal à faire passer sa logique est justement celui de la sécurité, et cette question évoque une remarque de Lionel Jospin durant sa campagne électorale en 2002. Il avait expliqué qu'il pensait auparavant que le problème de délinquance était lié au chômage, et donc qu'en améliorant la situation sur le marché du travail pour les jeunes notamment, on réglerait en grande partie la question de l'insécurité et de la violence. Mais la chose terrible qu'il a dit à ce moment, c'est qu'en fait il ne croyait plus à ce raisonnement. Quant à moi, je continue à penser que le problème se situe là, et c'est tout le débat d'interprétation de la révolte dans les banlieues, et notamment l'introduction de la *dimension ethnique*. C'est cela qu'il faut absolument combattre, et qui nourrit le discours sécuritaire et raciste, cette idée qu'il s'agirait d'une question ethnique, ou encore de génération, d'immigration, etc. alors que pour l'essentiel une question sociale. C'est un point de clivage absolu. Il faut effectivement apporter des réponses immédiates à cette question de la sécurité, parce qu'il y a des situations difficiles à vivre dans les banlieues, mais sur le fond, la vraie solution c'est d'améliorer la situation sur le marché du travail et les perspectives d'emploi pour les jeunes.

En gros, pour reprendre les expressions mêmes de Sarkozy, il y a un pourcentage de délinquants vraiment structurés, mais ils ont un terreau qui est l'ensemble des jeunes qui n'ont aucune perspective d'emploi. Je pense que la majorité de ces jeunes est preneur d'emploi, mais qu'ils n'en trouvent réellement pas. Et ce rapport de force, ce poids de cette délinquance spécifique, serait complètement réduit et circonscrit, s'il n'y avait plus ce terreau qui est la désespérance des jeunes, parce qu'ils ne trouvent pas de boulot. Quant à la dimension ethnique, elle existe effectivement mais s'explique par les discriminations spécifiques à l'égard des jeunes issus de l'immigration. C'est un phénomène (il y a un organisme qui étudie cette question) qui est clairement identifié. Et cet effet de discrimination joue sur la représentation des jeunes, qui vont, puisque qu'on leur renvoie cette dimension-là, rationaliser la situation : « c'est parce qu'on est fils d'immigrés qu'on est rejeté ». Ils vont par contrecoup s'affirmer sur des positions communautaristes. Cela ne veut dire qu'on réglerait tous les problèmes d'un coup de baguette magique, mais je suis absolument persuadé qu'on aurait des possibilités d'absorption beaucoup plus grande. Dans les années soixante, en France, il y avait des bandes qu'on appelait les *blousons noirs*, qui se battaient à coup de chaîne de vélo, il y avait de choses invraisemblables, et venait le moment où les jeunes se disaient : « On arrête de faire des conneries, on prend un boulot, même un boulot pas terrible, on se range, on se marie, etc. ». Mais cette trajectoire est aujourd'hui bouchée. Les jeunes de banlieue, quand ils ont envie d'arrêter de faire des conneries et de trouver un boulot, ils n'en trouvent pas. C'est une situation complètement différente dans les trajectoires possibles.

EM PAUTA – Actuellement, il se développe en Amérique Latine une succession de gouvernements démocratiques, sous le signe du libéralisme. Comment voyez-vous la situation politique et économique dans notre continent, face à des gouvernements comme ceux du Brésil, Venezuela et Bolivie, dans la perspective des défis de la construction d'un horizon politique alter mondialiste ou socialiste ?

M. HUSSON – La situation a effectivement changé. Si on laisse de côté les politiques à l'intérieur de chaque pays, il me semble que l'alternative la plus intéressante, c'est l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). L'intérêt de ce projet est de créer un contrepoids à la mondialisation, en créant des entités régionales. C'est un enjeu important par rapport au projet de Bush d'une zone de libre-échange élargie à l'ensemble du continent. Le fait même que ces gouvernements aient pu émerger, ou que Chávez reste en place, représente, dans le rapport des forces internationales, un signe de faiblesse des Etats-Unis. Ils sont affaiblis militairement, diplomatiquement et politiquement par l'intervention en Irak, ce qui laisse une brèche permettant que se développent des processus qui peuvent être des contrepoints importants à l'emprise des Etats-Unis sur le continent. Plus généralement, l'idée d'une union économique qui soit fondée sur l'idée d'un développement autocentré des pays est une perspective nouvelle, progressiste et intéressante par rapport aux questions de la mondialisation, et qui pourrait servir d'exemple à d'autres régions du monde. Il peut exister plusieurs conceptions, mais l'idée de constituer une Banque du Sud, qui est née dans un certain nombre des pays, c'est typiquement ce que les altermondialistes proposaient comme moyen de construire des entités régionales.

Dans un premier temps, la mondialisation visait à l'universalité à travers l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et s'opposait à ce qu'on appelle la *régionalisation*. La formation de blocs, de groupes de pays, à niveau continental, en Asie, puis en Afrique et en Amérique Latine, était considéré comme allant à l'encontre de la mondialisation telle que la concevait l'OMC, à savoir la formation d'un vrai marché mondial, tous les pays mélangés. Comme il y a des problèmes périodiquement aux sommets de l'OMC, c'est ailleurs que cela se passe en ce moment, avec des accords bilatéraux, entre les Etats-Unis et l'Union européenne, d'un côté, et tel pays et tel groupe de pays de l'autre côté. En Amérique Latine comme ailleurs, un des enjeux est de refuser ce bilatéralisme et d'opposer un front commun aux revendications des multinationales, qu'il s'agisse de celles des Etats-Unis ou de l'Union européenne. Parmi les nouvelles qui nous parviennent du monde de ce point de vue, les meilleures (sans idéaliser les processus) viennent plutôt d'Amérique Latine. Mais il y a un autre enjeu qui est de ne pas prendre l'Europe libérale comme modèle d'une union économique. Certes, pas mal de gens regardent comment cela se passe en Europe, mais cette question n'est pas tranchée. Cela veut dire que reste ouverte la possibilité de faire quelque chose qui soit différent, qui soit vraiment centré sur un autre modèle de développement que celui que cherche à imposer la mondialisation, les multinationales, et les Etats-Unis.

EM PAUTA – Vous avez quelque chose à ajouter, un message spécial pour les travailleurs sociaux en Amérique Latine, une catégorie professionnelle très combattante, qui se bat tous les jours devant la souffrance du travail et les problèmes sociaux ?

M. HUSSON – Peut-être, une remarque de méthode à propos de deux choses frappantes en Europe. La première, c'est que quand on compare des pays qui ont un niveau de développement très différent - je pense par exemple à un pays comme le Maroc qui a des liens historiques avec la France -, on s'aperçoit que ce sont les mêmes processus qui sont à l'œuvre, malgré des modèles sociaux différents : les tendances à la privatisation et à la flexibilisation sont quasiment universels. L'autre idée qui est liée à celle-là - je ne sais pas si c'est le cas en Amérique Latine - c'est que dans l'Union européenne, on fait énormément référence à d'autres pays pour dire : « voilà ce qu'on devrait faire. » On retrouve constamment cette logique de comparaison des modèles, qui, en général, est faite de façon très mal honnête, c'est-à-dire : « tel pays a réussi pour telle ou telle raison », en oubliant tout le reste. Je pense qu'il y a une dimension d'échange, de confrontation, qui, en tous cas, en Europe, est nécessaire, justement pour montrer que, d'une part, on est confronté aux mêmes processus, et donc qu'il faudrait y répondre en même temps ; et, d'autre part, ce qu'on met en avant à propos d'un pays ne peut pas être invoqué pour faire la même politique dans un autre pays, parce que, en réalité, les choses sont plus compliquées. En France, on nous explique par exemple que les Allemands ont fait passer à 67 ans l'âge juste auquel il faut travailler, et qu'il faut donc faire la même chose. Ce genre d'arguments est souvent utilisé. Je pense qu'il y a une *dimension internationale* nécessaire à introduire pour pouvoir comparer et répondre à ce type d'arguments en disant : « OK, les Allemands devront travailler jusqu'à 67, mais ceux qui n'y arriveront pas partiront avec une retraite diminuée d'autant ». Dans le débat idéologique général, ces références à des expériences dont on n'emprunte que certains éléments vont jouer un rôle croissant. En France, on parle aussi souvent du Danemark, et de son système de « flexicurité ». On en conclut que notre marché du travail devrait être rendu aussi flexible que celui du Danemark, mais en revanche, on ne voit pas que, sur le versant sécurité, les chômeurs danois ont des garanties bien supérieures à ce qui existe en France. Et de cela, on n'en parle pas. Voilà pourquoi des échanges et des confrontations entre pays permettent de couper l'herbe sous le pied à ce type d'argument. C'est sans doute aussi le cas en Amérique Latine, où j'imagine qu'on doit expliquer qu'il faut faire mieux que les autres, donc contre les autres.